

FLAMBEAU

des démocrates



HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0332 du Jeudi 05 septembre 2013 PRIX : 250 F CFA

EDITORIAL

La politique et la liberté

P.3

Nomination du prochain Premier ministre

P.3



Victoire Tomégah-Dogbé

Faure Gnassingbé

Et si Faure voyait juste ?

Assemblée nationale Election du nouveau bureau

La coalition Arc-en-ciel s'insurge contre la procédure adoptée

P.2



Me Mouhamed TCHASSONA TRAORE, Président, Coordinateur général

Mali/Après son élection

Ibrahim Boubakar Kéïta a officiellement pris fonction hier

P.6



Eliminatoires mondial 2014 : Togo vs RDC

L'enjeu des recalés

P.7



Les Eperviers

Plaidoyer de la CPP pour une pratique de la politique qui ne divise pas les Togolais

P.6



Francis Mawouena EKON, Pdt CPP

Session de Droit à l'Assemblée Nationale et élection du nouveau bureau

La coalition Arc-en Ciel s'insurge contre la procédure adoptée

La session de droit de la nouvelle Assemblée Nationale ouverte le mardi 20 août 2013 a pris fin le lundi 02 septembre dernier avec l'élection du bureau du Parlement composé de 11 membres, tous du parti Unir avec à la tête Dama Dramani.

Au lendemain de la clôture de cette session, la Coalition Arc-En-Ciel, dans une rencontre avec la presse à son siège a déploré de graves irrégularités dans la procédure ayant conduit à l'élection de ce bureau. Lire en substance la déclaration de la coalition

Déclaration liminaire

Au cours des travaux de commission et en plénière, les députés de la Coalition Arc-en-ciel ont apporté des contributions substantielles pour vite les déboires et graves crises qui ont secoué la législature passée et qui ont eu des répercussions négatives sur la situation politique générale du pays.

Ces contributions concernent :

- La précision à apporter à l'article 8 qui définit le principal directeur de la composition des organes de l'Assemblée de manière à respecter la configuration politique de cette Institution. Ce qui oblige à la reprise de la loi portant

statut de l'opposition.

- la réécriture de l'article 26 relatif à la constitution des groupes parlementaires de manière à permettre l'expression du pluralisme à l'Assemblée

- La précision à apporter à l'article 45 portant sur la publicité des débats afin de rendre systématiquement la retransmission des débats à l'Assemblée surtout en ce qui concerne les questions écrites, les questions orales, les interpellations et les questions d'actualité.

- La clarification à apporter au niveau des articles 77 et 78 afin que plus aucun ne soit jugé au Togo



Table d'honneur

sans la levée de son immunité parlementaire.

La coalition Arc-en-ciel déplore que toutes ces propositions qui répondent à des préoccupations majeures des populations et la classe politique ont été rejetées par les députés UNIR.

Par ailleurs, le pouvoir a, par ses manœuvres, empêché la Coalition Arc-en-ciel d'avoir un groupe parlementaire et l'opposition d'être représentée

dans le bureau de l'Assemblée nationale.

Le fait que UNIR ait eu l'outrecuidance de s'accaparer dans scrupule de tous les 11 postes du bureau de l'Assemblée nationale malgré l'article 8 du règlement intérieur illustre que ce régime ne recule devant rien pour fouler au pied les lois de la République et n'a aucune volonté de créer les conditions pour sortir le pays de la crise et aller vers l'apaisement.

La Coalition Arc-en-

ciel craint que malgré toute sa disponibilité et ses efforts en vue de la recherche d'un consensus pour régler définitivement la crise togolaise, le comportement du parti au pouvoir ne compromette les chances d'une coexistence à l'Assemblée qui ouvre la voie à un dialogue fructueux permettant de résoudre les énormes problèmes que connaît notre pays.

Malgré ces difficultés de départ, la Coalition Arc-en-ciel réaffirme sa détermination à se battre au sein de cette Assemblée nationale pour porter les préoccupations des populations et faire en sorte qu'elles trouvent des solutions adéquates.

Fait à Lomé le 04 septembre 2013
Le Président, Coordinateur général

Me Mouhamed TCHASSONA
TRAORE

Fermeture de Légende FM
La CDDPA demande à la HAAC de revenir sur sa décision

Quelques jours après la fermeture de la radio Légende FM, la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDDPA) sort de son silence et demande à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) de revenir sur sa décision. Pour Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson, Secrétaire générale par intérim, seule une démarche pédagogique peut permettre aux médias de s'améliorer en matière de respect de l'éthique et de la déontologie. Lire le communiqué.

Communiqué

Le 25 juillet 2013, les autorités togolaises ont contraint Radio Légende FM à suspendre ses activités pour un mois, pour avoir propagé une information non fondée et non vérifiée. A l'expiration du délai de suspension et deux jours après sa réouverture, des huissiers et responsables de l'Autorité de réglementation des secteurs des postes et télécommunication (ARTP) imposent le 27 août 2013 le silence à Légende FM. Ils se fondent sur une décision de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac) en date du 23 août 2013, refusant le renouvellement de l'autorisation d'installation et d'exploitation de la radio Légende FM.

En fermant Légende FM, la Haac porte un coup dur non seulement à la liberté de presse, un droit fondamental acquis de haute lutte par le peuple togolais depuis sa longue marche de plus de 20 ans vers la démocratie, mais aussi à un symbole, puisque Légende FM a pour ancêtres : Radio Liberté, première radio libre togolaise créée en clandestinité à l'extérieur du pays et Kanal Plus, première radio privée émettant au Togo.

La CDDPA estime que

malgré ses faiblesses, Légende FM et partant toutes les autres radios privées constituent un maillon important de notre démocratie en construction et elle est convaincue que la fermeture d'un émetteur n'est pas la solution aux erreurs que peuvent commettre les radios privées.

La CDDPA en appelle donc à la Haac afin qu'elle revienne sur sa décision et continue de privilégier une démarche pédagogique permettant à nos médias de s'améliorer du point de vue du strict respect de la déontologie et de la production d'informations objectives. Pour la CDDPA, cette démarche pédagogique s'impose pour lever toute suspicion de musellement des médias privés à la veille des élections locales et présidentielle.

Enfin, la CDDPA en appelle à la vigilance de tout un chacun pour défendre jalousement et protéger la liberté de presse si chèrement acquise.

Fait à Lomé le 3 septembre 2013
La Secrétaire générale par intérim
Kafui Brigitte Adjamagbo-Johnson

Fête de retrouvailles à Kuma- Bala
AGUDZE 2013 dans l'union, la tolérance et le développement

Pour la troisième année consécutive, les natifs de Kuma Bala, village situé à 21 Km au nord-ouest de Kpalimé (Préfecture de Kloto), se sont retrouvés au bercail et ce, du 30 août au 1^{er} septembre dernier. Cette occasion qui a réuni autour des aînés, plusieurs jeunes issus de la diaspora de ce village, était la célébration de la fête des retrouvailles AGUDZE qui était à sa troisième édition cette année. Plusieurs activités socioculturelles et pédagogiques ont meublé les trois jours marquant les festivités.

Ils étaient encore nombreux à répondre au rendez-

vous de la fête. Le Président d'organisation a, dans un premier temps, rappelé l'objectif qui sous-tend cette fête. Puis il a invité tous les fils et filles de Bala à faire fi de leurs différends afin de faire désormais face au seul objectif qui leur est cher : « *Cœuvrer pour le développement intégral, inclusif et durable de Kuma Bala* », ce village qui se veut leur patrimoine commun.

Le mot de bienvenue de la Reine Mère a fait place au discours d'ouverture du Chef, Togbui Andreas Kossi Dagadou IV. Dans son allocution de circonstance, le Chef a essentiellement mis un accent particulier sur la paix, le pardon, l'union, la tolérance et le

la fanfare du village. Conférences de réflexions, concerts de chants, kermesse et pique-nique sont entre autres, les autres activités concoctées pour cette célébration. Pour marquer l'apothéose de cette fête, un match de football a opposé les ressortissants aux autochtones. Il s'est soldé par la victoire étriquée des autochtones sur la marque de 1 but à 0. Une sorte de revanche donc.

Finie l'édition 2013. Les yeux sont désormais rivés sur la prochaine qui se tiendra en août 2014. En rappel, Kuma Bala, village situé à la frontière Togo-Ghana, est reconnu pour sa célèbre



Les autorités traditionnelles assistant au défilé

vous cette année. Tout comme les deux années précédentes, les jeunes ressortissants venus du Bénin et du Ghana, associés à ceux de Kpalimé, de Lomé et d'ailleurs, ont rivalisé d'ardeurs pour écrire en lettre d'or, cette troisième édition. Ouvrant les activités proprement dites le samedi 31 août après une course populaire dans la matinée,

développement durable. Des vertus qui, selon lui, « *redonneront à ce village, sa grandeur et sa notoriété d'antan* ». Ce discours a laissé place au défilé civil. Pendant une demi-heure, plusieurs couches constituées de différents corps de métiers et délégations ont marqué le pas sur des rythmes mélodieux au son des airs endiablés et animés par

végétation verdoyante, la belle vue panoramique qu'il offre sur le Ghana ainsi que son climat comparable à l'européen. Des atouts indéniables qui ne cessent d'attirer annuellement, des touristes occidentaux.

Magloire TEKO

Editorial

La politique et la liberté

On dirait que chaque génération se sent obligée de se poser d'abord en termes philosophiques la vaste question de ce qui constitue un bon gouvernement et, ensuite, de chercher les moyens de parvenir à celui-ci. Notre génération ne fait pas exception à la règle.

L'homme est un animal politique ; cela signifie, notamment, que l'homme n'est pas un animal social. L'homme n'est pas pourvu, comme les abeilles et les fourmis, d'instincts qui l'engagent à toujours agir dans l'intérêt du groupe, de la tribu ou de l'espèce. Certaines de ses impulsions le portent à collaborer avec le groupe, avec ses voisins, d'autres à rivaliser et à entrer en conflit avec eux. Il s'ensuit que l'homme doit établir des règles et accepter des accommodements avec les autres hommes en compagnie de qui il vit. C'est ce qui fait de l'homme un animal politique plutôt qu'un animal social.

Cette conception de la politique est en partie une réfutation de l'idée, maintenant curieusement à la mode dans les milieux "radicaux", qu'un gouvernement n'est pas nécessaire, en ce sens que la nature, si elle rend la société nécessaire à l'homme, ne résout pas pour autant le problème qu'engendre cette nécessité. En fait il existe certains instincts naturels qui, par eux-mêmes, constituent une partie importante du problème. L'un d'eux est la tendance naturelle à l'agressivité.

Si les hommes étaient totalement dénués de tendances agressives, s'ils étaient en toutes circonstances pacifiques et motivés seulement par des impulsions d'amour et de bienveillance envers leurs semblables, le maintien de la paix civile, la protection de la liberté individuelle contre la coercition et l'intimidation, la sécurité contre les attentats à la vie et à l'intégrité physique, n'auraient pas besoin d'institutions telles que le droit criminel et la police ; et la sanction d'un gouvernement constitutionnel ne serait pas davantage nécessaire pour préserver les hommes de la domination d'un individu ou de groupes d'individus que l'appât de puissance pousse à exercer une tyrannie despotique sur tous les autres. L'un des principes fondamentaux de la politique, est que la société ne peut exister sans gouvernement et sans l'emploi d'une force coercitive par ce gouvernement.

Ainsi, contre la violence due à l'agressivité naturelle, la force des institutions humaines est la seule protection. Ceci, en tout cas, s'impose comme une évidence au bon sens. Mais, seule la philosophie permet à l'homme de mener à bien la tâche qu'il s'est fixée de déterminer quelle sorte de gouvernement peut le mieux satisfaire les besoins qu'engendrent la nature de l'homme et ses impulsions contradictoires ; l'homme doit avoir un gouvernement et s'il n'a pas un bon gouvernement, il aura un mauvais gouvernement.

Maintenant la question se pose de savoir comment nous allons reconnaître un bon gouvernement.

La liberté politique

La conception de la liberté examinée par les philosophes une conception classique par ses origines mais qui n'occupe pas moins le premier rang dans les préférences, est la liberté positive du citoyen actif, la liberté de l'homme qui joue un rôle dynamique dans la formulation des règles d'après lesquelles il vit, ce qui implique la participation de chacun à la définition de ce qu'est la juste loi. En d'autres termes, la démocratie ajoute à la liberté civile une nouvelle dimension qu'il faut qualifier de politique. Et c'est ce qui montre que cette liberté plus parfaite dépend tout autant que la liberté civile "de l'institution d'un Etat juste et d'un gouvernement juste". Ainsi, pour connaître la bonne vie, un homme doit être assuré de la participation et de la bonne volonté de beaucoup d'autres, et jouir en outre de l'amitié et de l'affection de quelques uns. Cela n'est possible que si l'ordre et la tranquillité règnent dans les relations entre voisins.

Edgar K. Djissenou

Nomination du prochain Premier ministre Et si Faure Gnassingbé voyait juste ?

Depuis la démission d'Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, tous les regards sont tournés vers le profil du prochain locataire de la Primature. Ceci, vu les nombreux défis qui attendent le pays sur le plan sociopolitique. Ce ne sont pas de noms qui manquent. Ils circulent et chacun y va de son commentaire.

Une partie de l'opinion pense que le Premier ministre sortant pourrait revenir. Mais c'est une éventualité que peu de gens soutiennent. Parce que, selon nombre d'observateurs, Arthème Ahoomey-Zunu a déçu de par le bilan comateux qu'il laisse derrière lui. Il n'est pas arrivé à accomplir la mission à lui confiée par le chef de l'Etat. Le dialogue politique n'a pas connu d'issue favorable. Le rapport financier de la CAN promis au peuple n'a pas toujours été fait. Les mouvements sociaux risquent de reprendre à tout moment. Son passage à la Primature n'a rien enlevé des problèmes dans lesquels se trouvait le pays avant son arrivée.

La deuxième personnalité que les supputations tentent de porter à la Primature reste le ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Mme Victoire Dogbé-Tomégh. Les analystes s'accordent à dire aujourd'hui que la Directrice de Cabinet à la Présidence de la République a toutes les qualités pour être Première ministre. C'est une femme de terrain qui sait se rapprocher des populations. Ses nombreux projets à l'endroit des communautés de base et surtout de la jeunesse peuvent la propulser à la Primature. La préoccupation de cette femme, et c'est d'ailleurs celle du président de la République, c'est de réduire considérablement la pauvreté au Togo. C'est également quelqu'un qui, à en croire nombre d'observateurs, pourrait rassembler les leaders de l'opposition autour de la table de discussion, surtout que c'est une femme. Elle connaît déjà le terrain et sûrement ce qui l'attend.

Bien d'autres noms circulent dans les débats. Mais au finish, le dernier mot devra revenir au numéro 1 togolais à qui la Constitution donne les prérogatives de nommer le Premier ministre. De ce fait, Faure Gnassingbé a l'obligation de voir juste, c'est-



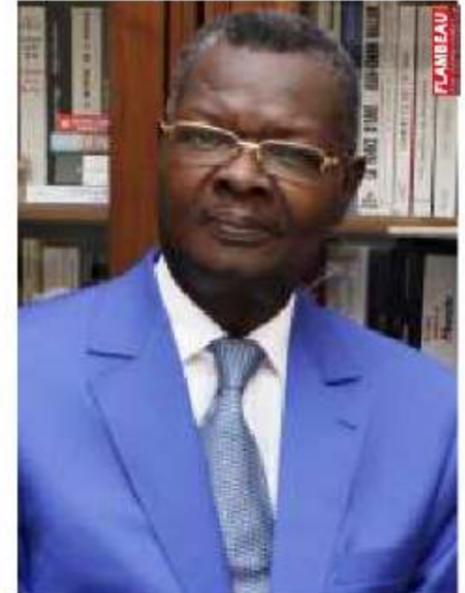
Victoire Tomégh-Dogbé

à-dire trouver l'oiseau rare qui pourra répondre aux aspirations des populations. Au-delà de toutes les supputations et de ceux qui travaillent actuellement avec le chef de l'Etat, ce dernier peut décider de dénicher cet oiseau rare dans la diaspora comme c'est le cas dans le passé.

En tout cas, les Togolais attendent un Premier ministre qui puisse faire mieux qu'Arthème Ahoomey-Zunu qui a passé treize (13) mois à la tête du gouvernement, mais qui n'a pas fait grand-chose. Toutefois, rien n'empêche qu'il soit reconduit à la Primature, si le chef de l'Etat décide de lui renouveler sa confiance.

... Mais Faure peut surprendre

La surprise viendrait d'un Premier ministre qui sera issu des rangs de l'opposition. Selon des indiscrétions, le président de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (Obuts), Agbéyomé Kodjo, se retrouve depuis quelques jours sur la liste des favoris. Accepterait-il ce poste qu'il a déjà occupé sous le Général Gnassingbé Eyadéma ? On ne saura le dire pour le moment. Cependant, Agbéyomé Kodjo réunit toutes les compétences pour insuffler un dynamisme à un gouvernement qui fera face



Agbéyomé Kodjo

à de nombreux défis. Cet ancien Premier ministre peut économiquement et politiquement faire bouger le pays, compte tenu des expériences dont il a fait preuve dans le passé. On se rappelle son passage au Port Autonome de Lomé comme Directeur général. Les innovations qui continuent de révolutionner ce poumon de l'économie nationale portent encore son sceau.

Agbéyomé Kodjo, Premier ministre de Faure Gnassingbé, un événement qui couronnera la politique d'ouverture et de réconciliation du chef de l'Etat dont la préoccupation reste le développement et l'épanouissement de tous les Togolais. Et ceci risque de clouer définitivement le bec à ceux qui tentent de présenter une fois encore le pouvoir aux yeux de la communauté internationale comme un système qui « prend tout », sans rien laisser à l'opposition. Une opposition qui, à cause de son manque de vision, ne remarque jamais la main tendue du régime en place. Dans tous les cas, on attend de voir dans les jours à venir, la tête du nouvel homme de confiance de Faure Gnassingbé.

Isidor

Bureau de l'Assemblée nationale : L'opposition doit arrêter sa comédie

Avec l'installation du bureau de l'Assemblée nationale et Dama Dramani, député de la majorité, comme président, tout semble prêt pour que les élus du peuple puissent commencer à réfléchir sur les défis qui attendent le pays. Il ressort aujourd'hui que ce sont les députés de l'Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir qui composent le bureau de l'Assemblée nationale. Selon les informations, le Collectif « Sauvons le Togo » et la Coalition « Arc-en-ciel » ont refusé la place qui leur a été proposée. A en croire, Me Dodji Apévon, président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), membre de la Coalition « Arc-en-ciel », même le parti au pouvoir n'était pas sûr de vouloir laisser cette place à l'opposition. Du coup, cette situation qui aurait pu très vite passer (puisque c'est UNIR qui détient la majorité), est devenue un événement qui nourrit les débats au sein de l'opposition et risque de prendre encore en otage des précieux temps de réflexion pour bâtir le pays.

Faire partir ou non du bureau de l'Assemblée nationale n'est pas une fatalité. On ose croire aujourd'hui que l'opposition, en faisant son entrée dans cette assemblée, a un programme bien défini. Au lieu de crier sur tous les toits que les députés de l'UNIR ont tout pris sans rien leur laisser, les élus de l'opposition ont l'impérieux devoir de taire

les rancœurs remarqués dans leur sein et cibler les différentes commissions qui seront mises en place. En réalité, ce sont dans ces commissions que les débats se dérouleront, même si, arrivés au niveau de l'Assemblée, tout montre que c'est la majorité qui voudrait avoir le dernier mot. Mais l'opposition aura au moins le mérite d'essayer.

Il est déplorable que devant les députés UNIR, un parti composant le CST se lève contre toute attente, pour former un groupe parlementaire. On comprend finalement que ce qui préoccupe l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), puisque c'est d'elle qu'il s'agit, c'est s'afficher le plus grand parti de l'opposition au sein de l'Assemblée. Est-ce de cela dont ont besoin les Togolais aujourd'hui ? Certainement pas. On se demande en outre la place ou la crédibilité que veut donner ce parti à ses alliés du CST ou du FRAC. Voilà encore une démonstration de l'égo et de l'intérêt partisan qu'on reproche à l'opposition depuis le déclenchement de cette lutte pour l'avènement de la démocratie au Togo. Tout porte à croire que le problème togolais ne préoccupe nullement certains leaders de cette opposition.

L'essentiel pour eux, c'est de s'afficher leader devant les populations et s'offrir des bains de foule à des occasions pour le moins insolites. Depuis trois ans que

l'ANC défile dans les rues de Lomé, le commun des Togolais se demande ce qui a changé du quotidien des populations, si ce n'est les responsables de ce parti qui sont encore envoyés à l'Assemblée pour se garantir des salaires enviables. Pendant ce temps, ceux qui se retrouvent tout le temps dans les rues sous un soleil d'aplomb cherchent en vain de quoi se mettre sous la dent. On se demande d'ailleurs à quoi servent encore des réunions à la plage du moment où le parti orange dispose désormais des députés à l'Assemblée nationale. Cela ressemble à une comédie qui insulte la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour cette lutte.

Une chose est sûre, les populations togolaises sont fatiguées des guéguerres au sein de l'opposition. Il est impérieux que les leaders puissent profiter de la chance que le peuple leur a offerte. Saisir cette chance pour faire des propositions de loi pertinentes, même si elles ne sont pas passées, serait une meilleure manière de remercier le peuple. Sinon, il faut surtout arrêter la comédie au parlement qui consiste à chaque fois à pointer du doigt le parti au pouvoir. L'heure de la victimisation est terminée.

Isidora



APPEL A CANDIDATURES



Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième Projet d'Appui Institutionnel de l'Union Européenne à l'Etat togolais (PAI 2), le Ministre auprès du Président de la République, chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (FED), recrute, pour le compte de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (CAON), **un (1) Chargé de Programme gouvernance et un (1) Comptable.**

1. CHARGE DE PROGRAMME GOUVERNANCE

Mission

Placé sous la supervision du Coordonnateur de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National (CAON), le/la Chargé(e) de programmes aura pour mission d'assurer la gestion de portefeuille de programmes et projets relevant du secteur de la gouvernance politique et démocratique (Droits de l'homme, Justice et Société civile entre autres).

Le/la Chargé(e) de programmes Gouvernance organisera sa mission sur la base d'un programme d'activités et d'un budget alloué à travers la réalisation des devis-programmes du volet 4 « CAON » du deuxième Projet d'Appui Institutionnel à l'Etat togolais (PAI 2).

Cadre de collaboration

Au titre de ses responsabilités, le/la Chargé(e) de programmes est tenu(e) de garantir une collaboration permanente avec le Coordonnateur de la CAON dans le cadre de la supervision des activités menées et de la réalisation des programmes et projets.

A travers le rôle de la CAON et de la mission du Coordonnateur de la CAON, le/la Chargé(e) de programmes collaborera avec les ministères sectoriels, si nécessaire avec les services du MPDAT, et de façon permanente avec les gestionnaires des projets et les services de la Délégation de l'Union européenne.

A l'initiative de l'ON ou du Coordonnateur de la CAON, le/la Chargé(e) de programmes pourra collaborer avec les autres partenaires au développement et faciliter l'implication des nouveaux acteurs de la coopération Togo-UE (notamment les Acteurs Non Etatiques et la Société civile).

Attributions

- Dans le cadre de sa mission, le/la Chargé(e) de programmes aura la charge de :
 - Elaborer un programme d'activités suivant le planning de réalisation des projets et des résultats attendus sur la période, et qui soit aligné sur la programmation générale de la CAON
 - Elaborer le budget nécessaire à la réalisation des activités programmées
 - Apporter son appui à l'élaboration du Programme Indicatif National (PIN)
 - Apporter son appui au moment des phases d'identification et de formulation des programmes et projets sur la base de la Programmation PIN, avec la collaboration des ministères sectoriels et de la DUE, et la participation des bénéficiaires
 - Contribuer à l'élaboration des DTA des conventions de financement en collaboration avec la DUE
 - Assurer le suivi opérationnel de chacun des programmes ou projets de son portefeuille au niveau administratif, technique et financier, à travers l'utilisation du système intégré d'information et de gestion informatisé de la CAON
 - Procéder à l'élaboration des dossiers d'appel d'offres au titre des engagements spécifiques et des termes de référence correspondants, avec la collaboration et sous la supervision de la section Contrat / Finance pour le contrôle qualité
 - Procéder à l'élaboration des contrats de fournitures, de travaux et services sur engagements spécifiques avec la collaboration et la supervision pour le contrôle qualité de la section Contrat / Finance
 - Apporter son appui à l'organisation des comités d'évaluation des offres et y participer
 - Apporter son appui-conseil auprès des gestionnaires des projets pour l'élaboration des devis-programmes avec la collaboration de la section Contrat / Finance pour conformité aux procédures du FED et contrôle qualité
 - Assurer la supervision et l'appui-conseil aux gestionnaires et opérateurs en charge des réalisations d'un programme ou d'un projet, notamment dans l'élaboration des devis-programmes, des dossiers d'appel d'offres, des contrats, etc.
 - Effectuer des missions de supervision sur le terrain des réalisations des projets et auprès des bénéficiaires
 - Participer aux réceptions provisoires et définitives des contrats de travaux, fournitures
 - Etudier et faire approuver les rapports d'études et d'activités dans le cadre des contrats de services

- Procéder au contrôle des mémoires de dépenses, en collaboration avec la section Contrat / Finance
- Apporter son appui à l'organisation, et participation aux comités de pilotage des programmes et projets
- Apporter son appui à l'organisation, et participation aux comités de sélection pour octroi de subvention au titre des réalisations d'un projet
- Apporter son appui aux missions de monitoring et d'évaluation des programmes et projets, ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations
- Procéder à la constitution d'une base de données techniques et financières, et à sa mise à jour conformément au système intégré d'information et de gestion informatisé de la CAON et en collaboration avec l'informaticien

- Au niveau général :

- Participer aux réunions internes de la CAON et aux réunions ON-DUE
- Participer à la rédaction des rapports d'activités de la CAON
- Participer à la rédaction d'autres rapports relatifs à la coopération UE-Togo
- Participer aux concertations stratégiques sur demande de l'ON
- Participer aux comités sectoriels du DIPD sur demande de l'ON
- Participer à la Plateforme de Haut Niveau du Comité État-Donateurs sur demande de l'ON.

Profil de poste

Formation

Formation universitaire (BAC+5) en sciences politique, gestion, économie, ou discipline apparentée.

Expérience professionnelle

- Expérience d'au moins cinq (5) ans dans un poste similaire
- Expérience d'au moins cinq (5) ans au sein d'un programme de développement, d'un organisme international, d'une institution publique ou privée
- Expérience d'au moins trois (3) ans dans la programmation, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes dans le domaine de la gouvernance politique et démocratique (droits de l'homme, justice, renforcement des capacités des acteurs étatiques, décentralisation / développement local)
- Bonne connaissance des cadres de financement des projets et des bailleurs
- Bonne connaissance et bonne pratique de l'outil informatique et des logiciels de gestion de projets, tableurs et outils de présentation

Expérience spécifique (atouts)

- Avoir travaillé au moins trois (3) ans comme gestionnaire de projet
- Avoir une expérience avérée des procédures de passation de marchés, avec élaboration des dossiers d'appel d'offres et des contrats
- La connaissance des procédures du FED serait un avantage
- Avoir une bonne connaissance des instruments liés à la gestion du cycle de projet
- Avoir une expérience d'au moins deux (2) ans auprès des agences d'exécution dans les domaines de la gouvernance politique et démocratique : droits de l'homme, justice, renforcement des capacités des acteurs étatiques, décentralisation / développement local

Capacités et qualités

- Capacités d'organisation et de méthodes
- Bonne capacité de communication
- Capacités de travail en équipe multidisciplinaire
- Facilité d'anticipation et de réactivité, esprit d'initiative
- Bonne capacité rédactionnelle
- Capacités de flexibilité et de mobilité pour le terrain
- Capacités d'adaptation aux contraintes liées à l'environnement (partenaires institutionnels) et aux délais
- Caractère patient, sens de l'intégrité et de la recherche du résultat.

2. COMPTABLE

Mission

Placé sous la supervision du responsable de la section Administration-Finance-Contrôle (AFC) et la direction du Coordonnateur de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National (CAON), le/la Comptable aura pour principale mission d'assurer la comptabilité budgétaire et financière des fonds de l'aide communautaire.

Le/la Comptable organisera sa mission sur la base d'un programme d'activités intégré au programme d'activités de la section Administration-Finances-Contrôle et d'un budget alloué à travers la réalisation des devis-programmes du volet 4 « CAON » du deuxième Projet d'Appui Institutionnel à l'Etat togolais (PAI 2).

Cadre de collaboration

Au titre de sa fonction, le/la Comptable a pour objectifs : (i) de garantir la tenue d'une comptabilité selon les normes en vigueur et le système informatisé de gestion utilisé, et (ii) de fournir des données comptables fiables et transparentes avec la production d'états financiers réguliers et sincères conformes aux normes régionales (SYSCOHADA) dans le respect des procédures FED.

Au titre de ses responsabilités, le/la Comptable est tenu(e) de garantir une collaboration permanente avec le Responsable de la Section AFC, d'apporter sa pleine collaboration au Coordonnateur de la CAON dans le cadre de la supervision des activités menées par la Section AFC, et de se mettre à la disposition de l'ON pour fournir toute information nécessaire à l'examen de la situation comptable et de l'ensemble des engagements contractés au travers du FED au Togo.

A travers le rôle de la CAON et de la mission du Coordonnateur de la CAON, le/la Comptable collaborera de façon permanente avec les gestionnaires comptables et financiers des projets et les services concernés de la Délégation de l'Union européenne.

Dans le cadre de la mise en place de nouveaux progiciels d'information et de gestion, le Comptable assure la bonne utilisation de ces outils en collaboration avec l'Informaticien.

Attributions

- Dans le cadre de sa mission, le/la Comptable aura la charge de :
 - Comptabilité budgétaire et financière de la CAON
 - ✓ Appliquer le système de gestion comptable et financière informatisé, dont l'archivage des documents
 - ✓ Assurer la conformité avec les procédures FED des passations de marchés et octrois de subventions
 - ✓ Vérifier et exécuter les paiements et les recouvrements après leur ordonnancement par le régisseur
 - ✓ Assurer l'éligibilité des dépenses en régie
 - ✓ Saisir le budget du devis-programme (de la CAON) selon le plan comptable
 - ✓ Assurer la gestion des comptes de Trésorerie de la CAON selon les procédures FED et le système de contrôle interne
 - ✓ Tenir les journaux de trésorerie et procéder à la comptabilisation des opérations effectuées par banque et par caisse
 - ✓ Procéder à la comptabilisation des opérations d'achats de biens et services et de consommables, du personnel, des frais de mission, etc.
 - ✓ Procéder à l'édition mensuelle des états comptables (balance générale et journaux)
 - ✓ Procéder à l'édition des états spécifiques (suivi budgétaire, suivi des décaissements, états des dépenses, etc.)
 - ✓ Procéder au contrôle des comptes, puis à l'établissement du rapprochement bancaire et du procès verbal de caisse
 - ✓ Etablir les mémoires de dépenses et les dossiers de justification des paiements, ainsi que les demandes de réapprovisionnement ou les demandes d'apurement, incluant un inventaire actualisé des immobilisations du projet
 - ✓ Etablir les rapports financiers d'exécution du devis-programme
 - ✓ Préparer et documenter les audits financiers du projet, et participer à leur suivi
 - ✓ Assurer la comptabilité budgétaire et financière des engagements FED
 - ✓ Participer à la préparation des devis-programmes quant à leurs aspects budgétaires
 - ✓ Participer à la chaîne de contrôle des mémoires de dépenses pour ordonnancement

sur les fonds du FED

- Procéder à la comptabilisation financière de tous les engagements (conventions de financement, contrats, devis-programmes, contrats de subvention et avenants)
- Procéder à la comptabilisation des factures, décomptes, mémoires de dépenses, correspondant à l'exécution des engagements sur contrats ou devis-programmes, et de toute autre pièce justifiant la créance
- Etablir les ordres de paiement sur présentation des factures, décomptes ou demandes de réapprovisionnement après visa (bon à payer) du contrôleur financier
- Procéder à l'enregistrement financier des ordres de paiement signés et autres pièces comptables justifiant la liquidation d'un engagement
- Produire mensuellement les états financiers des engagements (suivi des marchés ou contrats, suivi des conventions de financements, etc.)
- Procéder à l'analyse et à la justification des engagements en rapprochement avec le système CRIS de la DUE.
- Au niveau général
 - Participer aux réunions internes de la CAON, et aux réunions ON-DUE si nécessaire
 - Participer aux journées de formation initiées par la CAON
 - Participer à la mise en place des nouveaux progiciels d'information et de gestion
 - Apporter un appui à la bonne utilisation des progiciels de gestion.

Profil de poste

Formation

Formation universitaire (BAC+2) minimum en comptabilité et gestion ou finance

Expérience professionnelle

- Expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire
- Expérience d'au moins 3 ans dans un programme de développement
- Très bonne connaissance et bonne pratique de l'outil informatique et des logiciels (Microsoft Office), en particulier des logiciels de comptabilité

Expérience spécifique (atouts)

- Avoir assuré la gestion comptable de deux projets au moins pendant 3 ans
- Avoir la pratique de l'utilisation d'un logiciel de gestion comptable et financière
- La connaissance des procédures FED sera un atout
- Une expérience dans un cabinet d'audit serait un avantage

Capacités et qualités

- Très bonne capacité d'organisation et de méthode
- Capacités d'observation, de dialogue
- Capacités de travail en équipe multidisciplinaire
- Capacités de flexibilité et d'adaptation aux contraintes liées à l'environnement (partenaires institutionnels) et aux délais
- Bonne capacité rédactionnelle
- Caractère patient et intégrité
- Sens de l'obligation de résultat.

3. COMPOSITION DU DOSSIER ET RECEPTION DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature comprend :

- une lettre de motivation précisant la date de disponibilité et comportant les adresses physique et électronique ;
- un curriculum vitae ;
- les copies certifiées conformes des diplômes et autres documents démontrant les aptitudes et qualifications du candidat ;
- un casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- au moins trois références (nom, prénoms, n° de téléphone/fax et e-mail) dont une au moins étant celle du dernier employeur du candidat ;
- le cas échéant, les copies des lettres de recommandation/références pourraient constituer une plus-value pour le dossier.

Le dossier de candidature au complet, portant la mention « Appel à candidatures n° TG/FED/22570/CAON/PERS/001, Candidature pour le poste de (à préciser) » devra être envoyé ou déposé contre récépissé sous pli fermé au plus tard le **12 septembre 2013 à 11h 30mn GMT** à l'adresse ci-dessous :

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (CAON) Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, 4ème étage du CASEF, Porte 424, côté Plan, BP 943 Tél. 22 35 30 98 – 22 35 36 30, Lomé Togo.

Plaidoyer pour une pratique de la politique qui ne divise pas les Togolais

Au lendemain de l'installation à l'Assemblée Nationale des nouveaux parlementaires issus des dernières législatives, la Convergence Patriotique Panafricaine (CPP) vient réitérer ses remerciements à tout le peuple togolais, à l'ensemble de la classe politique, aux médias, aux institutions de la république ainsi qu'à toutes les personnalités nationales et internationales de bonne volonté ayant travaillé à un climat apaisé avant, pendant et après ces élections.

Vox populi vox Dei, nous retenons que le peuple souverain a choisi une majorité de conservateurs, une extra minorité de modérés en voie de radicalisation et malgré un léger recul par rapport à 2007, on note la bonne santé électorale des radicaux. Nous-mêmes faisons partie des tendances modérées, nous n'avons obtenu aucun siège à la représentation nationale. Cependant loin de nous apitoyer sur notre sort, nous continuerons à expliquer à nos concitoyens, en quoi la stratégie de modération et du dialogue serait celle qui puisse aider nos populations à tourner définitivement dos à la misère.

Nous constatons qu'une partie importante de nos populations supporte les leaders des formations politiques qui ont un ton dur ou discourtois envers les autorités de la République. Mieux, le critère du vrai opposant dans notre pays se mesure à la capacité à lyncher verbalement, ou à livrer à la vindicte

populaire les institutions et autorités du pays ainsi que tous les concitoyens qui ne partagent pas cette manière de lutter pour l'alternance politique dans notre pays. La conséquence est que des leaders d'opinion organisent une division gratuite dans la politique pour entretenir des conflits entre les différentes composantes du peuple togolais pour la consolidation de leur électorat. C'est ce qui explique que pendant la campagne électorale certains partis politiques de l'opposition ont cherché des mots plus durs les uns que les autres pour vilipender d'autres partis de l'opposition. Dans ces conditions, comment arriver à se mettre ensemble à l'assemblée pour constituer un groupe parlementaire ? ARC EN CIEL et UFC en font les frais. Ce n'est pas interdit en politique, paraît-il ? Mais l'Histoire a montré qu'on ne rend pas grand service à un peuple avec de telles stratégies politiques et tôt ou tard, quand le mythe de l'opposant vrai tombera, chacun devra assumer ses errements.

La Convergence Patriotique Panafricaine (CPP) tient à réaffirmer son engagement à rester respectueuse des valeurs républicaines qui prônent l'union sacrée des fils du Togo lorsque c'est de leur nation commune qu'il est question. Lorsqu'on divise les filles et fils d'un même pays pour des calculs politiques, on contribue à la détérioration du tissu social dans ce pays. Malheureusement dans tout pays ou le



Francis Mawouena EKON

tissu social est en lambeaux la faim et la misère trouvent un terrain favorable pour régner en maîtresses absolues. Encore qu'en dehors du débat de la bonne gestion de nos ressources communes, la pauvreté fait partie intégrante de la réalité de nos populations en Afrique et notamment au Togo. Parce que nous avons un amour profond pour notre pays et un véritable respect pour nos concitoyens, nous jouerons pleinement notre rôle au sein de l'opposition extra parlementaire. Nous travaillerons à la consolidation du tissu social de notre pays pour que la pauvreté de nos concitoyens recule. Au lieu de provoquer et entretenir de la discorde, nous travaillerons ensemble avec tous les Togolais pour l'amélioration des conditions de nos concitoyens. Nous n'avons pas d'ennemis au sein de la classe politique de notre pays, nous n'avons que des adver-

saires qui ne sont pas moins Togolais que nous. A quelques rares exceptions près, il n'y a pas de divergences idéologiques entre le parti au pouvoir et les partis des oppositions. Il est vrai que les égos, les luttes de leadership ainsi que les batailles pour la conquête du fauteuil présidentiel s'installent en maîtres sur la scène politique ; de ce fait nous devrions avoir les mêmes droits, les mêmes devoirs, le respect mutuel et la cohérence constructive dans nos démarches politiques. Notre vision politique pour le TOGO ne nous permet pas de céder à la passion pour livrer à la vindicte populaire nos adversaires politiques juste pour quelques fauteuils de député quels que soient leurs bords, ceci pour le bien de nos populations qui veulent manger à leur faim, se soigner en cas de maladies, assurer l'éducation de leurs enfants mais à qui les tensions sociales à répétition ne rendent pas forcément service. Quel que soit ton parti politique, Togolaise, Togolais tu peux concourir à ce que tes leaders politiques ne t'opposent pas dans une

lutte fratricide de façon vindicative à tes autres frères et sœurs à cause de vos différences de points de vue et de pratiques. Battons nous pour l'alternance apaisée dans notre pays en conjuguant nos efforts et compétences au service de la relance économique et non pour le changement à tout prix qui crée le chaos dans plusieurs pays africains à l'heure où nous nous exprimons. Le changement, nous en avons besoin mais il doit s'effectuer dans des conditions légales qui respectent l'autre. Nous encourageons tous ceux qui deviennent de plus en plus sensibles à notre message pour le bien de notre patrie commune, le Togo. Nous finirons en partageant avec le peuple togolais l'exhortation que voici :

- apprenons à vivre et à travailler ensemble.
- introduisons le comportement démocratique dans notre vécu quotidien.

Francis Mawouena EKON
Président National de la
Convergence Patriotique
Panafricaine (CPP)

Congrès électif au sein du PDCI

Laurent Konan Bédié entre le marteau et l'enclume

A un peu plus d'une année de la prochaine présidentielle ivoirienne, différentes formations politiques se livrent à des remue-ménages internes afin de mieux s'aguerrir pour ces échéances qui s'annoncent cruciales. Ainsi donc, au sein du Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire (PDCI), il est question du renouvellement du bureau directeur, bureau dont tient la manette depuis plus de vingt ans, l'ex-Président Laurent Konan Bédié. A un mois près de ce congrès, l'harmonie a laissé place aux dissensions et diatribes entre les héritiers du vieux Houphouët Boigny. Et pour cause, la candidature problématique de l'actuel Président Laurent Konan Bédié.

En effet, le règlement intérieur du parti fixe le seuil d'âge à 75 ans pour tout prétendant au poste de Président national. Problème, l'ex-Président, malgré ses 79 ans, rechigne de se retirer en maintenant sa candidature. D'où l'élevation des voix, non pas des moindres, depuis quelques temps contre ce qu'ils appellent « dérives et relents dictatoriaux ». Parmi ces voix, se trouvent en bonne place l'actuel Secrétaire général Alphonse Djédjé Madji, l'ex-Secrétaire général de la Présidence au Temps de Gbagbo, Kouadio Yao et Bertin Konan Kouadio, tous candidats à ce poste. Ces trois personnalités, convaincues du caractère « illégal » de cette candidature, entendent engager un front commun afin de l'obstruer dans

sa dynamique aveugle de pouvoir à vie. A cet effet, ces derniers pensent attenter un procès contre Laurent Konan Bédié devant les juridictions compétentes.

Ces malentendus démontrent à suffisance que le vieux parti se porte aujourd'hui très mal. Après l'échec cuisant de ce parti aux dernières législatives de 2012 ajoutée à la « frahison » de l'actuel homme fort du pays Alassane Ouattara qui a refusé de mettre véritablement en œuvre, les clauses de l'accord signé entre son parti le RDR et le PDCI, les deux partis formant le Rassemblement des Houphouëtistes (RHDP), lequel prévoyait le partage du pouvoir en cas d'une victoire de l'un ou de l'autre parti... Tout cela ajouté à cette nouvelle crise liée au prochain congrès témoigne que loin de son statut d'antan, le PDCI est aujourd'hui une véritable poudrière susceptible de prendre feu à l'approche de la moindre étincelle.

Ceci, faute de ses premiers responsables qui sacrifient l'intérêt du parti sur l'autel de leurs appétits gloutons. En tout cas, vu la tournure des récents événements qui secouent ce parti, l'on peut affirmer que Laurent Konan Bédié, à force de vouloir s'accrocher à son fauteuil, se trouve aujourd'hui entre le marteau et l'enclume puisque très acculé par ses concurrents et collaborateurs, même les plus immédiats.

Magloire TEKOU

MT

Mali/Après son élection

Ibrahim Boubakar Kéita a officiellement pris fonction hier

Trois semaines après son écrasante victoire à plus de 77% sur son challenger Soumaila Cissé, l'ex-Premier ministre et désormais Chef de l'Etat malien a officiellement pris fonction hier mercredi 4 septembre 2013, selon la constitution malienne. Cette prestation de serment qui a eu lieu au Centre International de Conférence de Bamako où IBK s'est prêté au traditionnel « Je le jure » devant les juges de la Cour constitutionnelle, a été précédée dans la matinée par la passation de services, suivie d'un entretien avec le Président intérimaire Dioncounda Traoré au Palais de Koulouba. Ce dernier qui est en fin de mandat, n'a pas manqué de saluer la grandeur d'esprit, la maturité politique de son prédécesseur. « IBK incarne pour le Mali plus que l'espoir, mais l'espérance », a-t-il déjà lancé lors de son dernier discours à la nation.

Au regard de l'histoire politique récente et malheureuse que ce pays a connue, cette investiture revêt d'une dimension particulière. Outre l'investiture d'hier qui s'est plutôt déroulé dans une sobriété symbolique, se tiendra le 19 septembre prochain, une autre. Contrairement à celle d'hier, la prochaine sera plutôt solennelle et sera



Ibrahim Boubakar Kéita

assistée par divers invités de marque au nombre desquels, l'on notera la présence effective de plus de 25 chefs d'Etats et de gouvernements dont le Français François Hollande. Cette investiture solennelle qui s'annonce grandiose, se veut une tribune pour les nouvelles autorités du pays afin de saluer et rendre hommage à tous leurs partenaires, sous-régionaux, régionaux et internationaux qui ont œuvré avec courage et promptitude pour la résolution salutaire de la crise malienne. En premier lieu la France qui s'est particulièrement démarqué du lot par l'« Opération Serval », une émanation française qui a servi de déclic à l'engagement des forces coalisées pour la libération du nord Mali, délivré des mains des groupes

louaregs.

D'ores et déjà, la tâche qui attend Ibrahim Boubakar Keita s'annonce grande. Engager une lutte fratricide contre la corruption qui gangrène l'administration malienne, redresser dans un temps raisonnable, l'économie malienne qui a pris un sérieux coup ces dernières années, ce sont là les quelques piliers du large chantier auquel doivent faire face les nouvelles autorités. Mais la plus grande tâche se trouve être l'enclenchement du processus de réconciliation nationale élargie à la pacification totale de la région nord du pays et partant de là, tout le pays. Un processus qui serait conduit par la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) déjà créée par les autorités de la transition. Cette commission baliserait la voie à une véritable union des Maliens et Maliennes.

Avec l'investiture d'IBK, une page s'est fermée dans l'histoire politique du Mali. Celle d'Amadou Toumani Touré renversé par le coup d'Etat de mars 2012. Et s'ouvre du coup, une nouvelle que l'on souhaite plus claire et engagée pour le renforcement des vertus démocratiques dont le Mali était jadis dépourvu.

Eliminatoires mondial 2014 : Togo vs RDC

L'enjeu des recalés

Les éliminatoires de la phase de groupe du Mondial Brésil 2014, livrent le verdict des dix nations susceptibles de prendre part à la seconde phase décisive pour la qualification ce week-end. Dans le groupe I, un groupe jugé assez ouvert pour les quatre sélections, les Lions Indomptables du Cameroun à moins d'une surprise de dernière seconde seront consacrés à la faveur du grand avantage sur leur ultime challenger, la sélection libyenne. La chance pour les Lions de jouer ce dernier match à domicile en plus du point du nul qui les avantage sont autant d'atouts qui confortent la position des uns et des autres de voir le Cameroun au second tour. Quant aux Eperviers du Togo et la sélection de la République Démocratique du Congo, ils s'affrontent à Lomé ce dimanche juste pour l'honneur. Ce match considéré comme une bataille des recalés du groupe I ne recèle aucun enjeu par rapport à la qualification. Mais compte tenu des échéances futures et de la vision de chaque sélection,



l'enjeu de ce match a un caractère de conservatisme ou de refonte pour les deux sélections. Au niveau des Congolais, le technicien Français Claude Leroy a jeté l'éponge et laissé libre cours à son successeur local de composer avec des joueurs symbole de l'avenir du Football Congolais. C'est à cet effet pour fondre dans le même moule et joueurs cadres et nouveaux arrivants, que le nouveau sélectionneur a décidé de varier sa liste. Tout le contraire pour les Eperviers du Togo qui ploient sous un conservatisme béat

révélé au grand public à travers des décisions suicidaires à la veille de ce match. La première de ces décisions est la confiance renouvelée à l'inconstant technicien français Didier Six en disgrâce. La seconde est la liste des joueurs convoquée qui privilégie les mêmes joueurs professionnels (sans clubs comme ayant de club), tout en lésant les meilleurs joueurs du championnat local. C'est à n'en point douter au regard de la confection de cette liste que l'enjeu pour le Togo se trouve ailleurs et réside dans les intérêts

pécuniaires, parce que le Togo déjà hors course avec des joueurs locaux face à la RDC, ne pourra susciter l'émulation au

sein du public et gamir les caisses noires de la FTF.

Del-Jo

Tournoi de l'U.E.M.O.A Les huit pays de l'espace reprennent la marche.

Après un temps d'arrêt, le tournoi regroupant les huit pays de l'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) reprend avec la 6ème édition qui se déroule du 26 octobre au 02 novembre prochain en Côte d'Ivoire. Comme il est de règle, les huit sélections nationales locales se répartissent en deux poules de 4. La poule A regroupe la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina-Faso et le Togo. La poule B comprend le Sénégal, le Niger, le Bénin et la Guinée Biseau. Ce tournoi vise à renforcer les liens entre les pays de l'espace et à assurer la promotion des joueurs locaux.



les joueurs évoluant dans l'espace. Après 5 éditions organisées, la Côte d'Ivoire par deux fois, le Sénégal deux fois et le Niger ont réussi à inscrire leur nom au panthéon de cette compétition. Le Togo avec 5 participations traîne toujours sa bosse et a à son actif la défection dans l'organisation du Tournoi, ce qui en partie justifie le coup d'arrêt qu'a connu ce tournoi.

Sont ainsi autorisés à prendre part à la compétition,

Del-J

Championnat national de Football D1

Le peleton a désormais trois têtes

La compétition amorce une nouvelle phase avec l'entame de la phase retour démarrée le week-end dernier. Comme à l'aller, le champion en titre Dyto de Lomé a été neutralisé par le champion de la D2, champion de l'intersaison Anges Fc de Notsè. Les Scorpions noirs



Sémassi de Sokodé

à la faveur de cette 16^{ème} journée, se démarque de la zone en engrangeant une victoire contre Asko (2-0), tandis que l'Etoile Filante en déplacement tient en échec Kotoko de Lavié (1-1). Koroki aussi en difficulté s'offre une bouffée d'oxygène face aux messagers de Fickpo battus (1-0). La troisième formation du Klotto Gomido domine Gbikinti de Bassar (3-1). Les guerriers de Tchaoudjo gardent le contact du leader en épinglant l'AS Togo Port (1-0), alors que l'As Douanes reprend une position sur le podium après son match nul contre Foadan de Dapaong. En avancé joué samedi, Unisport épingle Tac (1-0).

La compétition s'est poursuivie hier mercredi avec la 17^{ème} journée. A l'issue de cette journée, les résultats suivants ont été enregistrés
Asko - Sémassi (0-0)
Agaza-Kotoko (0-0)
Togo Port-Gomido (3-1)
Gbikinti-Anges(0-0)
Dyto-Unisport (1-0)
Tac-AS Douanes (0-1)
Foadan-Koroki (reporté sur cet après-midi)
Maranatha-Etoile Filante (3-0)
L'AS Douanes rejoint désormais Anges de Notsè et Sémassi de Sokodé au sommet du classement. Les trois formations totalisent 30 points.

Del-Jo

Match amical Préparatif du championnat de Ligue CAFE et CDS Olufade se séparent dos à dos

Dans le souci de préparer les championnats des cadets de la Ligue de Football de Lomé, le Centre Académique de Formation Espoir (CAFE) d'Ablogamé était en match amical le vendredi 30 août dernier contre son homologue du CDS Olufade en reconstruction.

C'est sans round d'observation que les deux formations ont démarré le match, dans la grande envie de faire la différence. Les académiciens de CAFE revigorés par l'expérience acquise après les différents tournois joués, mettent le pied sur le ballon et gagnent la bataille du milieu de terrain incarnée par le capitaine Senyon Philippe. Par deux fois, Abalovi et autre Donatien inquiète la défense des protégés de l'ex-international Olufade Adékambi, laquelle plie mais ne rompt pas. La nette occasion de cette première phase de jeu est à mettre à l'actif du CDS Olufade. Sur un corner, le

défenseur central monté aux avant poste place un splendide coup de tête qui ne passe pas loin du cadre. C'est sur cette belle initiative que l'arbitre central renvoie les deux équipes aux vestiaires.

A la reprise, Amouzou Dovéné, l'entraîneur de CAFE procède à plusieurs changements. ce qui donne un autre visage au match et permet à la formation d'Ablogamé de se mettre en valeur. Les protégés du jeune président Assafi Boga soumettent les jeunes du CDS à une pression constante, la partie s'emballa mais aucun but ne sera marqué à part la révélation de ce match, le jeune Agama de CAFE qui a donné du fil à retordre à la défense adverse.

Les deux formations se séparent ainsi sur le score nul et vierge et laisse le public sur sa soif.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication

Loic LAWSON
(90 34 63 25)

Rédaction

Del Jo. A. (90 20 36 51)
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO
Hussein Moalimou

Stagiaires

KOMBATE LARE Yendoutampo
LAWSON Boévi Mawuêna Joseph

PAO

Geodecom (22 36 32 30 / 99 54 84 55)

Imprimerie : St Laurent

Tirage : 3000 exemplaires



**PROMO
PREPAID
JUSQU'AU
31 OCT 2013**

55 F TTC/appel

vers l'international

**Tapez 887*1*6# et bénéficiez
des meilleurs tarifs :**

■ **En intra réseau à 00F TTC/MIN après la 3^e minute**

Facturation à la minute indivisible après la 45^e minute

■ **55F TTC/MIN vers tous les réseaux mobiles**

■ **55F TTC/appel vers l'international**

Zone 1: 55F/appel de 45 sec

Zone 2: 55F/appel de 30 sec

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou appelez le 112.